



**EMERGENCES SUD**  
L'INGÉNIERIE EN ACTION CULTURELLE

**Synthèse des rapports relatifs à**  
**L'EXPERIMENTATION CONCERNANT**  
**LE DISPOSITIF D'OBSERVATION PARTAGEE DES**  
**FINANCEMENTS PUBLICS DU LIVRE ET DE LA**  
**LECTURE**

**(Fill, ministère de la Culture et de la Communication,**  
**service du livre et de la lecture)**

\* \* \*

*Synthèse des rapports du Limousin, de l'Aquitaine et de PACA*

## **SOMMAIRE**

<b>Points principaux du document de synthèse .....</b>	<b>page 3</b>
<b>I. Contextualisation .....</b>	<b>page 4</b>
<b>II. Synthèse sur les méthodologies .....</b>	<b>page 6</b>
II A. Le pilotage de l'étude .....	page 6
II B Le périmètre des financeurs / bénéficiaires .....	page 7
II C Les champs abordés .....	page 8
II D Les modalités de recueil et d'exploitation des données .....	page 9
<b>III. Synthèse sur les observations et préconisations .....</b>	<b>page 13</b>
III A Observations et préconisations par indicateur.....	page 13
1. Lecture publique : Fonctionnement des lieux de lecture / fluides.....	page 13
2. Lecture publique : Action culturelle, animation, médiation.....	page 14
3. Edition : les aides au développement / les aides à la promotion et à la diffusion / les aides à l'édition numérique .....	page 15
4. Librairie : les aides au développement / les aides à l'exploitation / les aides à l'animation et à la promotion / les aides au passage au numérique.....	page 16
5. Patrimoine écrit : développement des outils de valorisation et de diffusion du patrimoine numérique .....	page 17
6. Vie littéraire et création : organisation de manifestations en direction de tous les publics .....	page 18
7. Vie littéraire et création : lieux littéraires.....	page 19
III B Observations et préconisations concernant la méthodologie.....	page 22
<b>IV Conclusion : réflexions sur la mise en place d'une observation partagée .....</b>	<b>page 23</b>

## **POINTS PRINCIPAUX DE LA SYNTHÈSE**

- ❖ Synthèse réalisée à partir de documents d'étape ou définitif réalisée par trois SRL dans le cadre d'une expérimentation sur l'observation des financements publics de la Lecture lancée par le ministère de la Culture et de la Communication en partenariat avec la Fill
- ❖ Cadre général d'étude et indicateurs définis au préalable par l'Etat et le Credoc
- ❖ Approches méthodologiques très différentes selon les régions en fonction :
  - De l'existence ou pas d'études d'observation permanentes ou ponctuelles déjà engagées
  - D'utilisation possible ou pas de données existantes recueillies dans le cadre d'observations en cours, d'études antérieures, de synthèses budgétaires Etat-Région...
  - De l'importance des moyens supplémentaires mobilisables
  - De définition différenciée des indicateurs et du périmètre d'application de l'expérimentation
- ❖ Synthèse sur les observations liées aux indicateurs :
  - Indicateurs financiers qui « omettent » certaines aides publiques à la Lecture
  - Certaines aides financières difficilement repérables ou comptabilisables
  - Nécessité de restreindre, simplifier et clarifier les indicateurs
  - Avoir ponctuellement recours à de l'analyse qualitative
  - Exploiter et analyser en priorité des données recueillies existantes
- ❖ Synthèse sur les observations liées à la méthodologie générale :
  - Privilégier une méthode simplifiée et réaliste en rapport avec les moyens mobilisables
  - Optimiser l'exploitation des données existantes
  - Obtenir une simplification qui permette les comparaisons interrégionales
  - Mettre en œuvre une méthode quantitative ou qualitative selon l'objet étudié
  - Utiliser des outils d'enquête facilitant le renseignement, la saisie, la circulation entre services et le retour des enquêtes
  - Anticiper les modalités de restitution et diffusion dès la phase de recueil des données
- ❖ Synthèse sur les réflexions liées à la création d'une observation partagée
  - Interroger et clarifier les objectifs de cette observation pour l'Etat, les Régions et les autres collectivités
  - Eviter l'écueil de l'appauvrissement des modalités d'interventions publiques en faveur de la Lecture
  - Eviter la diminution des moyens des politiques publiques en faveur de la Lecture au profit de campagnes « lourdes » de recueils de données, éventuellement insuffisamment exploitées ensuite
  - Déterminer l'échelle appropriée pour les différents aspects de l'observation

## I. Contextualisation

Parmi les **14 propositions faites en mars 2010** par le ministère de la Culture et de la Communication pour le développement de la lecture figurait la création d'un Observatoire Partagé.

Dans le cadre de la convention conclue entre la Fill et le ministère de la Culture et de la Communication, il a été demandé que la Fédération conduise en 2010 une expérimentation concernant un dispositif d'observation partagée des financements publics du livre et de la lecture.

Le Credoc avait déterminé les quatre domaines qu'il serait judicieux d'intégrer à l'observation :

- Lecture publique
- Economie du livre
- Patrimoine écrit
- Vie littéraire et création

**12 indicateurs** ont permis de décliner ces domaines d'observation, et ont été identifiés pour approfondir les recherches :

- Lecture publique
  - Fonctionnement des lieux de lecture / fluides
  - Action culturelle, animation, médiation
- Economie du livre
  - Aide au développement de l'édition
  - Aide à la promotion et à la diffusion de la production éditoriale
  - Aide à l'édition numérique, au passage au numérique
  - Aide au passage au numérique pour les librairies (notamment portail numérique)
  - Aide au développement des librairies
  - Aide à l'exploitation des librairies
  - Aide à l'animation et à la promotion des librairies
- Patrimoine écrit
  - Développement des outils de valorisation et de diffusion du patrimoine numérique
- Vie littéraire et création
  - Organisation des manifestations en direction de tous les publics
  - Lieux littéraires

La lettre de mission du SLL à la Fill établit clairement qu'il s'agit **d'élaborer une méthodologie de recueil et d'exploitation de données et de pointer les difficultés rencontrées**. Des préconisations pouvaient être faites pour définir les données à intégrer et la méthode de récolte et d'analyse des données.

**Trois territoires régionaux** ont participé, au travers de leur agence régionale du livre, à ce travail et ont remis un rapport concernant cette expérimentation :

- L'agence Ecla Aquitaine (Région Aquitaine)
- Le Centre Régional du Livre en Limousin, dans le cadre d'un travail engagé sur un champ recoupant, en partie, celui de l'observation menée
- L'Agence Régionale du Livre de PACA, dans le cadre d'un travail d'observation mené par l'agence Arcade.

Présentés en **mai 2011** lors d'un séminaire au sein du ministère de la Culture et de la Communication, ces différents rapports constituent un **matériau stratégique pour effectuer une comparaison des méthodologies employées, des résultats obtenus et préconisations faites**. Cette synthèse permet de faire un premier bilan général de l'expérimentation lancée. Elle concernera de manière plus précise différents bilans et synthèses :

- Sur les méthodologies employées
- Sur chaque indicateur
- Sur les préconisations

Les **chiffres et statistiques obtenus par région ne seront pas repris** dans la mesure où il s'agit d'effectuer la synthèse concernant les méthodes d'observation employées dans les régions et non la comparaison des résultats eux-mêmes (d'ailleurs encore en cours de traitement dans deux territoires régionaux au moment de la rédaction de cette synthèse).

Ajoutons que le travail a été réalisé à partir de **documents d'étape en ce qui concerne le Limousin et PACA** puisque la fin de leur étude d'observation devrait intervenir courant 2012. Cette synthèse a également pris en compte la réflexion engagée lors de la rencontre de mai 2011 et transcrite dans le « **compte-rendu du séminaire Fill-SLL** 'Observation partagée des financements publics du livre et de la lecture' du 30 mai 2011 ».

## II. Synthèse sur les méthodologies

La méthodologie employée dans les trois régions pour entreprendre cette observation des financements publics a quelques points comparables mais les approches sont très différenciées.

### II.A Le pilotage de l'étude d'observation des financements publics de la lecture en région

L'un des éléments de différenciation découle des modalités de pilotage de l'étude. **Ce pilotage est revenu dans les trois régions aux structures régionales pour le livre (SRL) ; elles ont toutes eu besoin de dégager un temps de travail supplémentaire pour effectuer toute ou partie de l'étude, que ce temps ait été « interne » ou « externalisé ».**

La mission d'observation ne fait pas partie des missions initiales de certains SRL ; pour d'autres, cette mission spécifique et les moyens à mettre en œuvre qu'elle engendre, ont supposé une mobilisation accrue. Les SRL ont donc abordé de façon différenciée les partenariats et accompagnements nécessaires :

- **Aquitaine :**

Pilotage par l'**Agence Régionale Ecla Aquitaine**, qui est conventionnée avec la Drac et les 5 départements composant la région. Accompagnement d'Ecla Aquitaine par un **bureau d'études d'ingénierie culturelle** (22 jours d'intervention).

Dans le groupe de travail, intégration de la **Drac Aquitaine** et de la **Mission régionale d'Observation de la Culture** (Conseil régional).

Pour les données relatives à l'Economie du livre, utilisation de sources collectées dans le cadre de l'évaluation **du Protocole Etat-Région en faveur de la filière livre.**

- **Limousin :**

Pilotage de l'étude par le **CRL en Limousin** ; partenariat avec la **Drac Limousin** pour réaliser ce travail d'observation). L'étude s'est articulée en 2011 avec d'autres enquêtes concernant d'autres items en bibliothèque. Une personne à mi-temps pendant 4 mois a complété l'équipe pour collecter les données (environ 35 à 40 jours d'intervention). Le temps de traitement, d'analyse et de restitution des données est à ajouter à ce premier décompte.

- **PACA :**

Pilotage de l'étude par l'**ArL Paca** avec un partenariat de l'Agence **ARCADE**, elle-même conventionnée avec la Drac et la Région ; utilisation de données

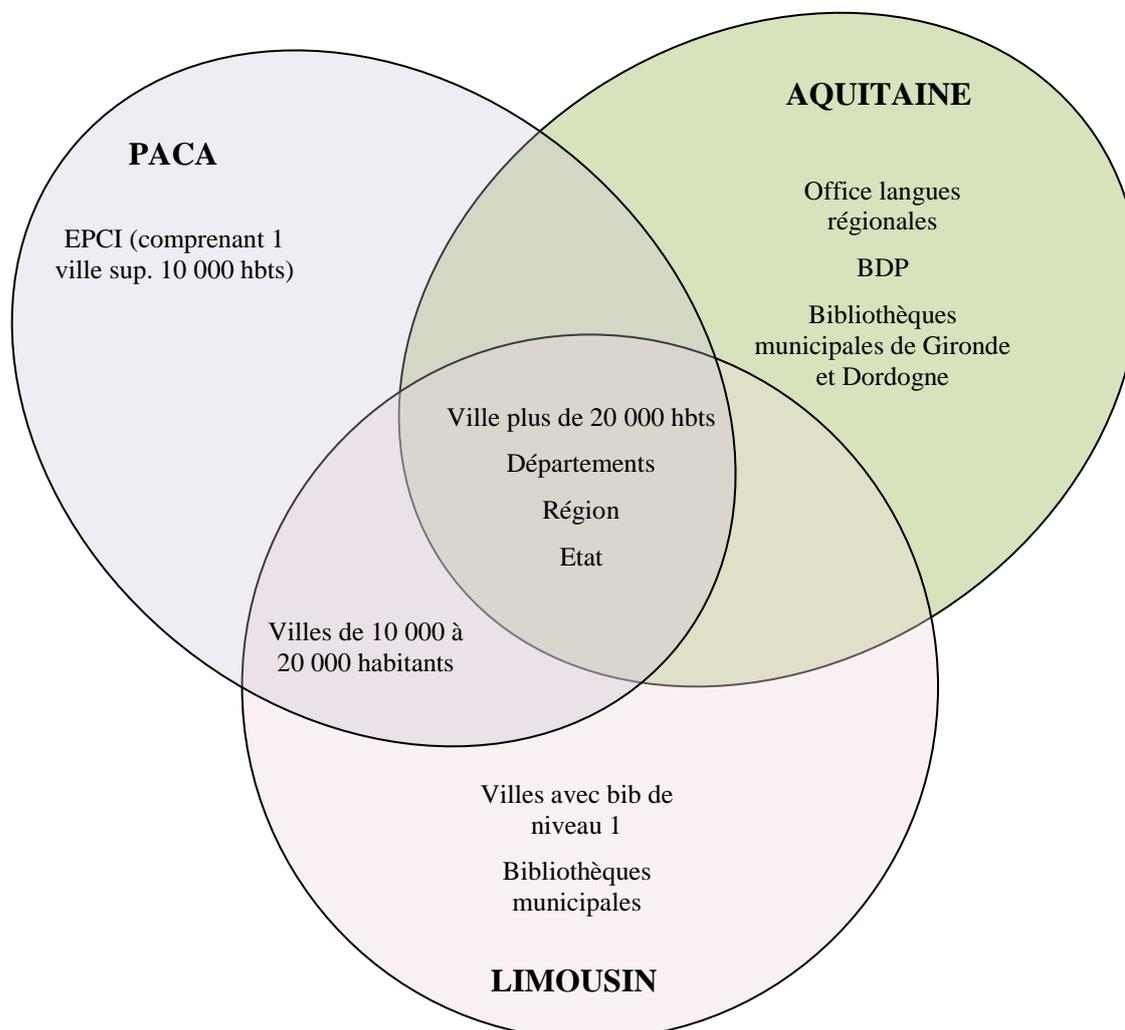
récoltées par Arcade dans le cadre d'une mission régulière d'observation des financements publics dédiés à la culture.

La région PACA est en effet le terrain d'une observation régulière des financements publics dédiés à la culture (aux côtés d'autres régions - Languedoc-Roussillon, Lorraine, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes) ; avec un traitement plus détaillé et spécifique au spectacle vivant et arts visuels. Les données fournies à l'ArL Paca ont donc été extraites de cette enquête plus générale ce qui, on le verra, a constitué à la fois un atout mais a également généré des contraintes. L'appropriation et l'adaptation des données recueillies ont représenté un mois et demi de travail pour une personne à temps complet (25 à 30 jours d'intervention). L'analyse et la restitution de ces données mobilise des moyens complémentaires.

## II.B Le périmètre des financeurs / bénéficiaires étudiés

Rappel du périmètre préconisé par le Credoc lors de la définition des objectifs de l'étude : la **recherche sera à effectuer auprès de tous les échelons des collectivités territoriales soit Conseil régional, généraux, villes avec préfecture et chefs-lieux, communes et EPCI.**

Dans la réalité, les objectifs étant essentiellement méthodologiques et surtout les moyens à mettre en œuvre disproportionnés par rapport à ceux des agences, le **périmètre des collectivités a été adapté selon les régions.**



## **II.C Les champs abordés dans le cadre de l'observation des financements publics à la lecture**

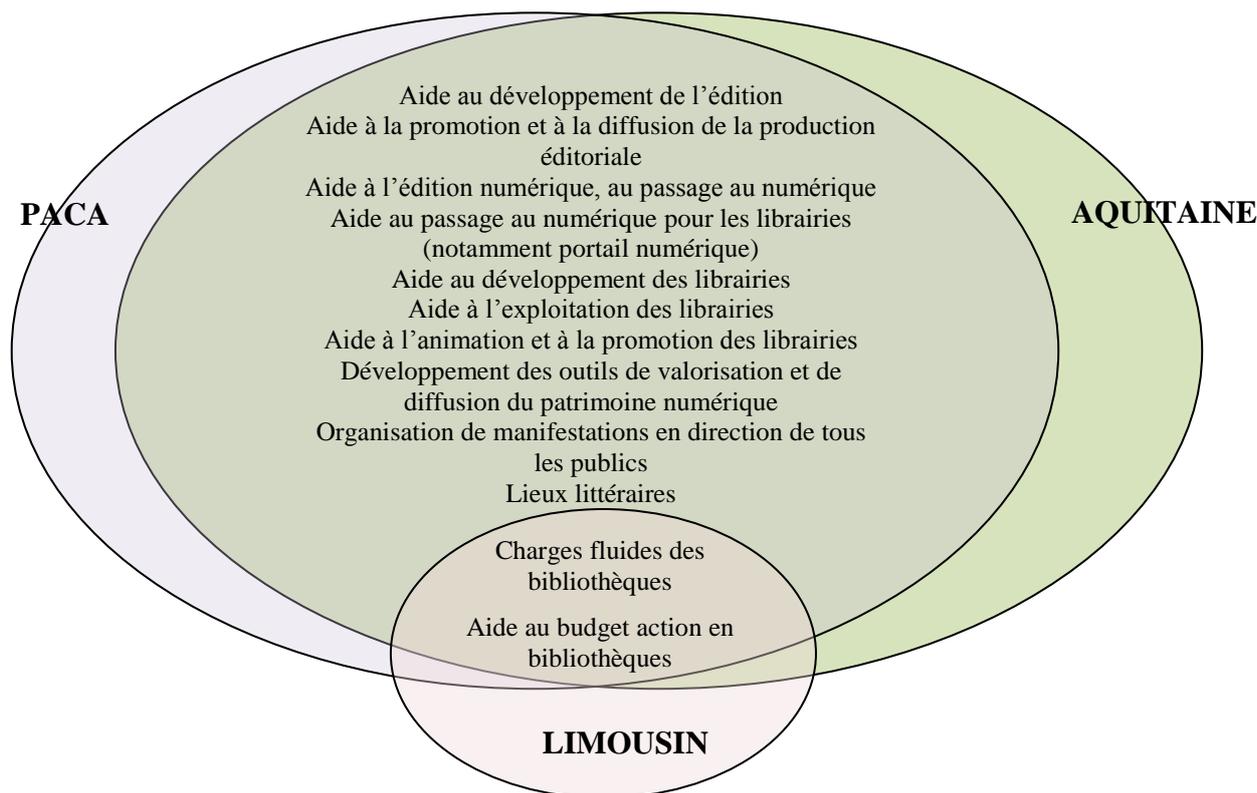
*Rappel des 12 indicateurs définis au préalable du lancement de l'étude :*

- Lecture publique
  - ✓ Fonctionnement des lieux de lecture / fluides
  - ✓ Action culturelle, animation, médiation
- Economie du livre
  - ✓ Aide au développement de l'édition
  - ✓ Aide à la promotion et à la diffusion de la production éditoriale
  - ✓ Aide à l'édition numérique, au passage au numérique
  - ✓ Aide au passage au numérique pour les librairies (notamment portail numérique)
  - ✓ Aide au développement des librairies
  - ✓ Aide à l'exploitation des librairies
  - ✓ Aide à l'animation et à la promotion des librairies
- Patrimoine écrit
  - ✓ Développement des outils de valorisation et de diffusion du patrimoine numérique
- Vie littéraire et création
  - ✓ Organisation des manifestations en direction de tous les publics
  - ✓ Lieux littéraires

Le CRL en **Limousin** a décidé de ne répondre que partiellement au cahier des charges en ne retenant que les recherches concernant la lecture publique. Cette structure articule son travail avec d'autres enquêtes concernant :

- ✓ autres charges de fonctionnement en bibliothèques
- ✓ accueil des auteurs en bibliothèques et établissements scolaires
- ✓ services numériques et en ligne en bibliothèque
- ✓ actions contre l'illettrisme en bibliothèque
- ✓ cartographie typologique des bibliothèques

Les **deux autres SRL** ont envisagé tous les indicateurs, quitte, on le verra dans le détail, à en préciser les contours.



## II.D Les modalités de recueil et d'exploitation des données

Les modalités de prise de contact avec les interlocuteurs sur le territoire, de recueil des données et d'exploitation ont été laissées à la libre appréciation de chacune des régions. C'est justement l'un des points de l'étude sur lequel un retour était attendu pour connaître la facilité / difficulté de collecte des informations nécessaires.

Les trois régions ont eu des approches différenciées avec toutefois, quelques éléments de comparaison ou constat se rejoignant.

### 1. Explicitation des trois méthodes de recueil de données :

- Limousin :
  - ✓ questionnaire aux bibliothèques,
  - ✓ questionnaire aux services de gestion des collectivités, y compris la Région,
  - ✓ exploitation des données Drac et CNL fournies par leur représentant
  - ✓ relances et possibilité de déplacements pour accompagner la phase de renseignement du questionnaire et échanger sur le contenu des indicateurs

- Aquitaine :
  - ✓ questionnaire aux bibliothèques,
  - ✓ questionnaire aux services culturels des collectivités, y compris la Région,
  - ✓ exploitation des données Drac et CNL fournies par leur représentant
  - ✓ exploitation des rapports remis à la DLL par les bibliothèques (fournis par la Drac)
  - ✓ exploitation des données synthétiques déjà collectées dans le cadre du dispositif « Livre » Etat/Région
  - ✓ exploitation des données antérieures sur l'économie du livre dans la région
  - ✓ relances téléphoniques
  - ✓ sur l'indicateur « fluides » entretiens approfondis avec les responsables d'un équipement
- PACA :
  - ✓ Récupération d'un extrait des données obtenues dans le cadre de l'étude sur les financements de la Culture en région PACA. Ces données avaient été obtenues :
    - Demande de récupération auprès des collectivités des comptes administratifs et annexes,
    - Consultation des comptes non fournis en préfecture ou sous-préfecture
    - Echanges avec les collectivités pour obtenir des précisions (objet des subventions, détails d'attribution dans des dépenses globales, correction de classification...)
  - ✓ Appropriation et adaptation de ce fichier extrait de la base d'Arcade et regroupant l'ensemble des « bénéficiaires livre » et « actions livre »
  - ✓ Compléments apportés en collaboration avec les financeurs importants dont les dépenses sont connues

## **2. Explicitation des méthodes d'exploitation des données**

- Limousin : pas de précision sur l'outil d'exploitation dans les documents remis. Vraisemblablement en cours d'élaboration.
- Aquitaine :
  - ✓ Construction d'une base de données ad hoc par « famille » d'indicateurs
  - ✓ Traitement statistiques avec production de schémas et graphiques pour mesurer le caractère opérationnel et instructif des données.
  - ✓ L'exploitation a en général permis de dégager :
    - La ventilation par type d'aides (notamment pour édition et librairie)
    - Le montant global, moyen et médian
    - La répartition des structures aidées par nombre de contributeurs
    - La répartition des aides par niveau territorial des contributeurs

- La répartition des structures par département et des montants d'aide
- L'éventuelle diversité des financeurs publics
- **PACA :**
  - ✓ Adaptation (requalification et ré-encodage) du fichier récupéré auprès d'Arcade pour :
    - qu'il soit exploitable en filière livre (nomenclature au départ envisagée pour le spectacle vivant)
    - qu'il soit plus adapté aux indicateurs demandés dans l'étude.
  - ✓ Traitement statistiques et analyse vraisemblablement en cours. Il pourra être envisagé :
    - Une approche « financeur » : priorité des financeurs par secteur et fonction / poids du budget culturel dans le budget de fonctionnement / budget culturel par habitant / analyse de la structure de la dépense culturelle
    - Une approche « territoire » : zoom sur un territoire déterminé pour analyser la stratégie des financeurs concernant ce territoire / monographies
    - Une approche « secteur et fonction » : analyse par type d'action
    - Une approche « financements croisés et bénéficiaires » avec la détermination des financements alloués dans le cadre de dispositifs particuliers.
    - Une approche « globale » : le « poids » des dépenses publiques liées aux livres par rapport aux autres champs de la culture dans la région.

### **3. Divergence et similitudes dans les méthodes**

- **Similitudes :**
  - ✓ La **collaboration et bonne volonté des collectivités locales sont indispensables**. Les informations demandées ne sont pas toujours immédiatement disponibles et supposent une recherche de la part des services sollicités (service culture ou service gestion). Certains interlocuteurs sont par ailleurs déjà sollicités dans le cadre d'autres études et observations.
  - ✓ Les méthodologies en Limousin et Aquitaine sont basées en grande partie sur des **éléments « déclaratifs »** ; en PACA, les précisions à apporter aux données découlant des comptes administratifs sont également déclaratives.
  - ✓ Démarche **réaliste et simplifiée** sans interrogation directe des opérateurs commerciaux et économiques (librairies, maisons d'édition) ou des structures associatives culturelles, bénéficiaires (potentiels) d'aides publiques ; mais privilégiant **l'interrogation des financeurs** (et non des bénéficiaires) et, dans deux régions, des **bibliothèques**.
- **Divergences :**

- ✓ En Aquitaine et Limousin : méthode utilisant, pour partie, des **données obtenues de façon ciblée** pour cette étude et en provenance directement des collectivités et bibliothèques
- ✓ En PACA : méthode utilisant la **nomenclature budgétaire des financeurs publics avec réaffectation, a posteriori**, dans les champs spécifiques de l'étude.

#### **4. Difficultés et limites pointées sur la méthodologie**

- En PACA :
  - ✓ Nécessité d'un travail important d'appropriation du fichier obtenu auprès d'Arcade et d'adaptation de ce fichier avant de pouvoir en tirer des enseignements (un mois et demi de travail à temps plein).
  - ✓ Pas d'homogénéité de présentation de leurs comptes pour les financeurs
  - ✓ Défaut de précision sur certaines dépenses qui sont « noyées » dans une aide au fonctionnement non-détaillée
- En Aquitaine :
  - ✓ Difficulté de trouver le « bon » interlocuteur tant la palette des questions est large et touche des domaines différents ; souvent plusieurs interlocuteurs concernés.
- En Aquitaine et Limousin :
  - ✓ Difficulté de compréhension des questions posées de la part des financeurs et obligation apports de précisions (téléphoniques ou sur place)
  - ✓ Risque d'omission de financeurs publics intervenant traditionnellement peu dans le domaine de la lecture publique ou du livre
- En PACA et Aquitaine :
  - ✓ En économie du livre et manifestations littéraires, interrogation des seuls financeurs : donc impossibilité d'appréhender la nature et l'importance des opérations ou opérateurs dans ces domaines non-aidés financièrement.
  - ✓ Réponse des collectivités territoriales qui concerne des structures aidées ou manifestations de qualité et niveau de professionnalisation très variable

## III. Synthèse sur les observations et préconisations

### III.A Observations et préconisations par indicateurs

#### 1. Lecture publique : Fonctionnement des lieux de lecture / fluides

- PACA : Le recueil de cette donnée suppose un niveau élevé de précisions dans la question et dans la réponse. Cette charge n'apparaît pas, en tant que telle, dans les coûts de fonctionnement sur les comptes administratifs. Elle n'a donc pas pu être traitée.
- Limousin et Aquitaine :
  - ✓ Nécessité d'une **contextualisation pour rendre cet indicateur pertinent** en interprétant correctement les données (climat, date construction ou réhabilitation, niveau qualitatif des espaces, surface, amplitude d'ouverture au public, performances énergétiques du bâtiment...)
- Aquitaine :
  - ✓ Une généralisation du recueil de cette donnée qui ne paraît ni faisable ni pertinente mais un **recueil ciblé pour permettre de dégager des « profils » d'équipements** à partir desquels établir des moyennes et comparaisons sur la base :
    - Collectivité suffisamment structurée pour avoir un outil de comptabilité analytique précis
    - Equipements répondant aux performances énergétiques minimales qui s'imposent progressivement à toutes les constructions neuves ou réhabilitation
  - ✓ **Indicateur qui serait contre productif** s'il conduisait les maîtrises d'ouvrage à écarter systématiquement toutes les opérations réhabilitations patrimoniales au profit du neuf (rationalité énergétique).
  - ✓ **Ne pas intégrer cet indicateur à un Observatoire basé sur une collecte générale** mais au contraire définir des profils d'équipements et les charges liées aux fluides correspondant.

## **2. Lecture publique : Action culturelle, animation, médiation**

*Cet indicateur n'a pas été défini de la même manière dans les trois régions :*

- Limousin : identification des financements publics dédiée à l'action culturelle, animation et médiation dans le domaine de la lecture publique
- PACA : identification des financements publics dédiée à l'action culturelle, animation et médiation en bibliothèque
- Aquitaine : aide publique à la mise en œuvre d'action culturelle, animation ou actions de médiation pilotée par une bibliothèque (apportée par une collectivité ou institution autre que l'entité gestionnaire de la bibliothèque).

*Les observations et préconisations :*

- Limousin : en cours d'élaboration
- PACA :
  - ✓ **Difficulté d'identifier** le budget dédiée à l'action culturelle en raison de son intégration au budget global de fonctionnement
  - ✓ **Nécessité de définir** l'action culturelle en bibliothèque
  - ✓ Proposition d'identifier plutôt  **tout ce qui est en lien avec Action culturelle et lecture publique**, que la manifestation ou action soit pilotée ou pas par une bibliothèque.
- Aquitaine :
  - ✓ **Aucune bibliothèque aidée** au titre de son action culturelle par les institutions ou une autre collectivité sur l'année et le périmètre de référence
  - ✓ **Donnée (aide publique à l'action culturelle) qui complète** celle sur le budget d'action culturelle des bibliothèques recueillie au plan national par le SLL (observation de la lecture publique)
  - ✓ **Pertinence de l'indicateur qui est interrogée** dans la mesure où :
    - **l'animation fait partie intégrante des missions des bibliothèques et médiathèques** ; sauf opération spécifique et exceptionnelle, le budget d'animation fait partie du budget de fonctionnement normal de l'équipement (et, en cela, n'a pas à être aidé).
    - Des **aides indirectes existent sur les manifestations les plus importantes et exceptionnelles**, portées en général par un opérateur ou la BDP, proposant un programme d'interventions en bibliothèque
  - ✓ **Si maintien de cet indicateur :**
    - il permettra de connaître les opérations aidées, même si elles constituent une **exception**
    - il est à intégrer à la **déclaration au SLL** afin de ne solliciter qu'une fois les professionnels.

### **3. Edition : les aides au développement / les aides à la promotion et à la diffusion / les aides à l'édition numérique**

- PACA et Aquitaine :
  - ✓ Une **majorité des aides destinées au développement de structures** ;
    - en PACA principalement des aides à la publication et à la traduction mais il existe également quelques aides au fonctionnement et développement
    - en Aquitaine, principalement des aides au développement ; en provenance de l'échelon Etat ou Région.
  - ✓ **Problème de définition** des aides au développement et de ce qu'elles recouvrent ; nécessité de précision ou de fusion dans un seul indicateur « aide aux maisons d'édition », le cas échéant différencié des aides à l'ouvrage.
  - ✓ Les indicateurs utilisés **ne permettent pas de faire la distinction entre des aides publiques dont la nature est différente** de celle de subventions. Par exemple :
    - Coéditions
    - Pré-achats
    - Achats en grand nombre
    - Prêts et avances
    - Aide à l'édition de catalogue d'exposition/musée
  - ✓ Comment intégrer l'aide publique liée à l'accompagnement des **SRL, des associations professionnelles** d'éditeurs...
- Aquitaine :
  - ✓ Un recueil des données qui suppose une **enquête large** et l'obtention des informations est **difficile auprès des villes** : à ne mettre en œuvre auprès de toutes les collectivités que **de façon triennale**
  - ✓ La **ventilation par type d'aides est relativement peu fiable** (rejoint le problème de définition cité plus haut mais également la difficulté de distinction entre « aide au développement » et « aides à la promotion et à la diffusion » pour tous les financeurs publics).
  - ✓ Evolution vers une **simplification et un indicateur plus général** : pertinence du découpage entre « aide au développement » et « aide à la promotion et à la diffusion » à réinterroger compte tenu des difficultés de définition et de recueil qu'il suscite.
  - ✓ Nécessité **d'écarter des statistiques le soutien exceptionnel** des principales institutions publiques à une structure d'édition (en Aquitaine une revue régionale) pour ne pas fausser les données statistiques
  - ✓ L'aide à **l'édition numérique** constitue un indicateur pertinent et intéressant dans le contexte de mutation actuelle des supports liés à l'écrit et d'évolution des outils de promotion (et de vente). En revanche,

manque de recul et de données. Favoriser les retours d'expériences plutôt qu'une analyse généralisée.

- ✓ **Favoriser l'agrégation annuelle des données en provenance des principaux financeurs (Etat, Région, Département)** avec une collecte plus espacée dans le temps auprès des collectivités locales

#### **4. Librairie : les aides au développement / les aides à l'exploitation / les aides à l'animation et à la promotion / les aides au passage au numérique**

- PACA :

- ✓ Une grosse moitié des aides à la **valorisation des fonds en librairie** avec quelques aides en informatique, aménagement, fonds thématiques et création de stock.

- PACA et Aquitaine :

- ✓ **Problème de définition** des différents indicateurs et de ce qu'ils recouvrent. Seraient à préciser et simplifier.
- ✓ Comment intégrer l'aide publique liée à l'accompagnement des **SRL, des associations professionnelles** de libraires...

- Aquitaine :

- ✓ Une majorité des aides à la librairie dédiées à l'animation et à la promotion en provenance quasi exclusive de l'Etat ou de la Région.
- ✓ **La ventilation par type d'aides est relativement peu fiable** (rejoint le problème de définition cité plus haut mais également la difficulté de distinction entre « aide au développement » et « aides à l'animation et à la promotion »).
- ✓ **Simplification des indicateurs** : une évolution vers un indicateur plus général « aide publique au développement, à l'animation et à la promotion » des librairies, ou distinction simple entre « aides à la création et à la reprise » d'une part, « autres aides (fonds, animation, numérique, etc.) » d'autre part ; Indicateur plus général qui pourrait intégrer l'« aide à l'exploitation des librairies » dans la mesure où, à notre connaissance, une seule Région la met en œuvre (Poitou Charente)
- ✓ Intérêt de **faire apparaître de façon distincte les prêts et avances remboursables** (aides publiques de nature différente)
- ✓ Des aides relativement **aisées à collecter** puisque principalement issues du tableau de programmation budgétaire des financeurs importants
- ✓ Un recueil de **données collectées au niveau national plus compliqué** (secret bancaire, ventilation des aides de l'ADELIC...)

- ✓ Des données relatives aux **exonérations fiscales des librairies labellisées LIR** en cours de constitution ; lorsque disponibles, intérêt de distinguer les exonérations de CVAE adoptées et le « manque-à-gagner » correspondant pour la collectivité.
- ✓ Comment intégrer l'aide apportée à une **structure de diffusion** ?
- ✓ Indicateur « **aide au passage au numérique des librairies** » : définition nécessaire de ce que cela recouvre. Pour l'instant trop peu de données pour pouvoir juger de sa pertinence.
- ✓ Favoriser l'**agrégation annuelle des données en provenance des principaux financeurs (Etat, Région, Département)** avec une collecte plus espacée dans le temps auprès des collectivités locales, notamment les Départements (**triennale**).

## **5. Patrimoine écrit : développement des outils de valorisation et de diffusion du patrimoine numérique**

*Cet indicateur n'a pas été défini de la même manière dans les deux régions :*

- PACA : identification des aides à la numérisation
- Aquitaine : Les aides aux acquisitions de fonds patrimoniaux en bibliothèque, les aides à la numérisation du patrimoine écrit, les aides à la valorisation numérique du patrimoine écrit et à la création d'outil visant à la valorisation

*Les observations et préconisations :*

- PACA :
  - ✓ **une seule aide repérée** (MRT) ; mais certaines numérisations liées à des projets peuvent être aidées par les collectivités
  - ✓ les **associations d'amis d'auteurs** sont intégrées aux dépenses de « valorisation du patrimoine » dans l'observation réalisée par Arcade. A réinterroger et peut être davantage à intégrer en vie littéraire.
- Aquitaine :
  - ✓ **Expérimentation inachevée** dans ce domaine et donc préconisations difficiles à établir
  - ✓ **Données fiables concernant les acquisitions et les numérisations**
  - ✓ **Recueil des données plus complexe concernant la valorisation**
  - ✓ **Pertinence vraisemblable** de cet indicateur compte tenu des montants en jeu
  - ✓ Mais **nécessité de bien délimiter le champ de la « valorisation »** du patrimoine numérique ainsi que les structures enquêtées.

## **6. Vie littéraire et création : organisation de manifestations en direction de tous les publics**

*Cet indicateur n'a pas été défini de la même manière dans les deux régions :*

- PACA : action culturelle en lien avec la vie littéraire (en dehors des manifestations portées par une bibliothèque)
- Aquitaine : le financement et les aides publiques à l'organisation de manifestations littéraires

*Les observations et préconisations :*

- PACA :
  - ✓ analyse **en cours** de réalisation mais qui pourra être assez détaillée compte tenu du niveau de détail de la nomenclature de l'Arcade dans ce domaine
  - ✓ comment intégrer le **travail des associations de libraires** et leur animation en librairie ?
- Aquitaine :
  - ✓ Représente un budget de finances publiques important assumé en grande partie par **l'échelon local**
  - ✓ **Multiplicité des partenaires financiers publics** et parapublics
  - ✓ Un recueil des données qui suppose une **enquête large** et l'obtention des informations est **difficile auprès des villes**
  - ✓ **Fiabilité moyenne des données** en raison de la multitude des acteurs impliqués et de la difficulté du recueil
  - ✓ **Pertinence de l'indicateur** compte tenu des montants alloués mais :
    - Enquête à espacer car très lourde logistiquement (triennale)
    - Nécessité de restreindre aux manifestations avec un niveau qualitatif minimal (avec une réflexion nécessaire sur les critères : rayonnement ? professionnalisation ? financements croisés ?...)

## **7. Vie littéraire et création : lieux littéraires**

- PACA :
  - ✓ La **nature de cet indicateur interroge** dans la mesure où il s'agit non-plus d'identifier le financement d'actions mais d'identifier des aides en fonction du bénéficiaire (ici, le lieu littéraire).
  - ✓ De plus, par définition, les **lieux littéraires sont polyvalents et leur fonctionnement « recoupe » des aides déjà identifiées** (édition, manifestation...)
- Aquitaine :
  - ✓ **Très peu de structures (2)** répondant à la définition du lieu littéraire ; montant public alloué de 794 000 € porté essentiellement par la Région (qui est propriétaire du principal lieu littéraire).
  - ✓ Nécessité de **préciser et cadrer la définition des lieux littéraires** (qui peut être très large ou au contraire restrictive) ; peut-on intégrer par exemple le soutien public aux **offices de promotion de langues de France** ?
  - ✓ Données collectées **fiables** car connues et repérées institutionnellement.
  - ✓ **Pertinence de l'indicateur** avérée compte tenu des montants alloués
  - ✓ Préconisation d'une **enquête tous les trois ans** auprès des collectivités avec repérage préalable des lieux littéraires à envisager

### **III.B Observations et préconisations générales concernant les indicateurs**

Plusieurs **observations générales ou récurrentes concernant les indicateurs** seront reprises en synthèse ici :

- **Un indicateur financier ne peut traduire qu'une partie de l'aide des pouvoirs publics** en direction de l'action culturelle en bibliothèque. D'autres types d'aides ont été pointés comme :
  - ✓ Apports en nature des collectivités aux opérateurs culturels dans le domaine du livre (temps de travail, entretien de locaux, prêt de locaux, prêt de matériel...)
  - ✓ Intégration de la chaîne du livre aux politiques culturelles publiques, et dans des politiques plus globales (ou dans des politiques sectorielles extérieures au livre)
  - ✓ Dans le respect du code des marchés publics, travail des villes et des bibliothécaires pour définir des cahiers des charges rendant possible une participation des libraires indépendants locaux (bibliothèques, écoles...)
- **Des aides financières sont difficilement comptabilisables et intégrables.** Notamment :
  - ✓ Valorisation des contrats aidés, des contrats d'apprentissage (Etat, Région notamment)
  - ✓ Opération transversale menée auprès de certains publics (par exemple chèques, cartes jeunes, bons d'achats ou réductions pour des achats dans certaines librairies partenaires)
  - ✓ Formation, professionnalisation, mise en réseau et animations partagées
- **Certaines dépenses publiques importantes pour le livre et la lecture ne trouvent pas leur place ou n'entrent pas complètement dans les différents indicateurs retenus.** Notamment :
  - ✓ Comment intégrer les structures régionales pour le livre : il faudrait « ventiler » leurs actions dans les différents domaines ce qui pose une difficulté majeure :
    - Hormis des actions mises en œuvre directement par les SRL, une grande partie de leur mission relève d'aides indirectes (ingénierie culturelle, expertise, promotion, journées professionnelles, interprofession...)
  - ✓ L'intégration des associations interprofessionnelle pose également question :
    - Comment intégrer le financement public qui les concerne ?
    - Comment intégrer l'aide indirecte qu'elles sont susceptibles de proposer à leurs adhérents ?
  - ✓ Les structures de promotion et de valorisation d'une langue régionale n'ont pu être intégrées à l'étude compte tenu de la nature des indicateurs préétablis.

- ✓ L'aide publique apportée aux structures de diffusion éditoriale
- **Restreindre le nombre des indicateurs en conservant les plus pertinents, les simplifier, limiter le nombre des nouvelles enquêtes et optimiser l'exploitation des données existantes. Notamment :**
  - ✓ Lecture publique – charges fluides : travailler sur du qualitatif pour définir des profils d'équipement et sortir cet indicateur de l'observation générale
  - ✓ Lecture publique – action culturelle : redéfinir d'abord cet indicateur ; s'il s'agit de l'action culturelle portée par les bibliothèques, question à intégrer au rapport annuel du SLL et à extraire de l'observation générale. Possibilité sinon de choisir de travailler sur toute l'action culturelle liée à la lecture dans ou hors bibliothèque.
  - ✓ Edition et librairie : travailler sur des indicateurs moins nombreux, plus généraux, compréhensibles et facilement renseignés pour les collectivités locales.
  - ✓ Edition et librairie : effectuer des enquêtes complètes auprès de toutes les collectivités de façon ponctuelle
  - ✓ Agréger et dégager régulièrement les tendances issues des données qui sont déjà recueillies, connues et partagées – ou à partager (CNL – Etat – Région notamment).
  - ✓ Mettre en œuvre ponctuellement une enquête plus complète auprès des collectivités publiques (Département, communes, EPCI) pour compléter les données régionales
  - ✓ Utiliser les données des 5 régions participant au dispositif interrégional d'observation des financements publics pour obtenir des moyennes d'intervention publique dans le champ du livre et de la lecture
  - ✓ Lieux littéraires : nature de l'indicateur à interroger car :
    - Une approche « bénéficiaire » et non-plus « action »
    - Lieu littéraire par définition polyvalent et mettant en œuvre des actions éventuellement aidées et donc déjà prises en compte via un autre indicateur
- **Préciser la définition de certains indicateurs. Notamment :**
  - ✓ Lecture publique – action culturelle : est-ce l'aide publique à l'action culturelle portée par une bibliothèque ? Est-ce l'aide et le financement public des actions culturelles dans le domaine littéraire quelque soit le porteur ?
  - ✓ Economie du livre : « resserrer » le nombre d'indicateurs (voir plus haut) et définir la nature des aides publiques concernées.
  - ✓ Patrimoine écrit : définir ce que recouvre le terme de « valorisation » et les structures à enquêter
  - ✓ Vie littéraire – manifestations : définir un niveau qualitatif minimal concernant les manifestations littéraires ?
  - ✓ Vie littéraire – lieu littéraire : s'agit-il des lieux développant une qualité d'intervention reconnue par les institutions ou de tout espace intervenant tout ou partie dans le domaine du livre ? S'agit-il d'espaces ouverts au public ou pas ?...

### **III.C Observations et préconisations générales concernant la méthodologie**

- **Privilégier une méthode simplifiée et réaliste :**
  - **En rapport avec les moyens et enquêtes pré-existantes** de l'Etat et des Régions d'une part, les moyens et missions des SRL ou structures d'observation de la Culture d'autre part
  - **Optimisant les données existantes** (voir préconisations générales concernant les indicateurs)
  - **Permettant les comparaisons interrégionales** (définitions communes des indicateurs après simplification, analyse à partir de valeurs relatives, introduction d'éléments de contextualisation...)
  - Intégrant des analyses et appréciations **qualitatives**.
- **Intérêt de proposer aux enquêtés des outils simples de communication et renvoi du questionnaire**, à l'aide d'outils TIC appropriés (site dédié, saisie en ligne,...) qui permettent également leur **circulation rapide d'un service à l'autre**
- **Modalités de restitution et de diffusion à intégrer dès l'interrogation initiale**

## IV. Conclusion : réflexions sur la mise en place d'une Observation partagée

- **Interroger les objectifs de cette Observation partagée**
  - **Pour l'Etat**, obtenir :
    - une vision globale de ses interventions,
    - des éléments d'appréciation de l'importance de la politique publique en faveur du livre au regard des autres champs culturels,
    - un outil pour piloter sa politique de « rééquilibrage » sur le territoire national.
  - **Pour les Régions**, obtenir des éléments objectifs de comparaison interrégionaux et un outil de pilotage de leur politique culturelle
  - Pour les **autres collectivités et opérateurs culturels** participant à l'observation, il doit être possible **d'obtenir un « retour »** sur les enquêtes initiées
- **Eviter deux écueils :**
  - La diminution de la richesse et créativité des modalités d'intervention des pouvoirs publics en faveur du livre pour pouvoir se conformer à la grille de recueil et d'interprétation de l'observation partagée et ainsi « apparaître » dans les analyses.
  - La diminution des moyens destinés aux politiques publiques elles-mêmes au profit de collectes et recueils de données qui ne feraient pas l'objet d'une analyse et d'une mise en perspective adéquats.
- **Déterminer l'échelle la plus appropriée pour mener les différents aspects de l'observation :** plan national / régional (et interrégional)
- **Rendre plus lisible l'action publique** en faveur du livre et de la lecture est un objectif qui peut être atteint en travaillant sur les moyennes obtenues dans les 5 régions mettant en œuvre une observation régulière des financements publics dans ce domaine ; la Fill propose de coordonner cette réflexion et ce travail transversal
- **Approfondir l'observation de la lecture publique** compte tenu des enjeux qui lui sont associés est un objectif important et réaliste dans la mesure où ce secteur fait d'ores et déjà l'objet de recueil régulier de données et d'observation régulière
- **Poursuivre l'observation partagée pour obtenir un socle de questions** révélant les possibilités et difficultés de la démarche **et favoriser le travail transversal** dans ces domaines